

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/5  
14 novembre 2003

(03-6114)

---

Groupe de travail des entreprises  
commerciales d'État

## RECOMMANDATION SUR LA FRÉQUENCE DES NOTIFICATIONS

Le 11 novembre 2003, le Groupe de travail a adopté la recommandation ci-après pour décision par le Conseil du commerce des marchandises.

---

1. L'article XVII:4 du GATT de 1994 et le paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 (le Mémoire d'accord) exigent des Membres qu'ils notifient leurs entreprises commerciales d'État au Conseil du commerce des marchandises. Les PARTIES CONTRACTANTES du GATT ont adopté, le 9 novembre 1962, une décision établissant la périodicité des notifications concernant le commerce d'État.<sup>1</sup> Cette décision prévoit que de nouvelles notifications complètes concernant les entreprises commerciales d'État doivent être présentées tous les trois ans, des notifications annuelles de mise à jour étant présentées dans l'intervalle. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC et de l'adoption du Mémoire d'accord, le Conseil du commerce des marchandises a décidé de maintenir la périodicité des notifications établie dans la décision de 1962. Conformément au Mémoire d'accord, les notifications concernant le commerce d'État sont examinées par le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État au nom du Conseil du commerce des marchandises.

2. Au cours de récents exercices d'examen des notifications, les Membres ont relevé que le respect de l'obligation de notification était loin d'être satisfaisant. Étant donné cette situation insatisfaisante, le Groupe de travail a eu des discussions pour trouver une solution au problème du manquement à l'obligation de notification concernant le commerce d'État. Une situation similaire avait été constatée par les Membres pour ce qui est des notifications concernant les subventions au Comité des subventions et des mesures compensatoires. En l'occurrence, le Comité des subventions et des mesures compensatoires a fait porter son attention sur la fréquence des notifications dans ses efforts visant à améliorer le respect de l'obligation en la matière. Les Membres du Groupe de travail considèrent qu'une modification de la fréquence des notifications concernant le commerce d'État est souhaitable pour améliorer le respect de l'obligation de notification.

3. Au vu des considérations susmentionnées, le Groupe de travail recommande au Conseil du commerce des marchandises que:

- a) la périodicité des notifications concernant le commerce d'État soit modifiée;
- b) les nouvelles notifications complètes concernant le commerce d'État soient présentées tous les deux ans au lieu de tous les trois ans;

---

<sup>1</sup> IBDD, S11/59-60.

- c) la prescription relative aux notifications annuelles de mise à jour dans l'intervalle soit éliminée;
- d) cette modification de la périodicité des notifications entre en vigueur à partir de 2004, une nouvelle notification complète devant être présentée cette année-là;
- e) les lignes directrices à suivre pour remplir la section questionnaire du Questionnaire sur le commerce d'État<sup>2</sup> soient modifiées pour tenir compte de la nouvelle fréquence des notifications concernant le commerce d'État. Par conséquent, le texte suivant les titres Sections I, II et III devrait être modifié comme suit: "ces renseignements doivent être communiqués intégralement tous les deux ans". En outre, le texte suivant le titre Section IV devrait être modifié comme suit: "ces renseignements doivent être communiqués tous les deux ans sur la base de l'année civile, de l'exercice budgétaire ou de la campagne de commercialisation ...".

4. Après une période d'essai de quatre ans, commençant le 30 juin 2004, le Groupe de travail réexaminera la situation, en ce qui concerne le respect de l'obligation de notification et la fréquence des notifications, en vue de déterminer s'il y a lieu de prolonger l'application de la présente recommandation, soit telle qu'elle est actuellement rédigée soit sous une forme modifiée, pour une nouvelle période.

---

---

<sup>2</sup> G/STR/3.